

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Octobre 2010

Désignations d'organismes négociateurs provinciaux

Les documents relatifs aux *désignations et accréditations d'organismes négociateurs provinciaux* ont été numérisés et peuvent être consultés sur le site de la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, à <http://www.owtlibrary.on.ca/francais/provincialBargaining/index.htm>. On trouvera un lien vers la page de la Bibliothèque sur le site Web de la Commission, sous la rubrique *Désignations d'organismes négociateurs provinciaux*.

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en septembre dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de septembre-octobre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.ijcan.org/index_fr.html.

Obligation de négocier de bonne foi – Divers incidents étaient survenus pendant la négociation du renouvellement de la convention collective des parties : il y avait eu dépôt d'une requête en révocation, mais le syndicat avait pu résister à la contestation; une minorité substantielle avait voté contre le syndicat, et celui-ci avait allégué une inconduite de la part de l'employeur (vu le résultat du scrutin, on n'avait pas donné suite à l'allégation); un avis de négocier avait été donné par le syndicat; un agent de conciliation avait été nommé; l'employeur avait proposé que les conventions collectives, l'actuelle aussi bien que

les futures, soient réglées par voie d'arbitrage des différends; le syndicat avait rejeté la proposition; un rapport recommandant de ne pas instituer de commission de conciliation avait été produit; l'employeur avait présenté ses « dernières offres de règlement », proposant que si le volet salarial demeurerait litigieux, les parties pourraient s'entendre sur sa formulation et renvoyer ce point en arbitrage; le syndicat avait demandé la clarification d'un certain aspect du volet salarial; l'explication donnée par l'employeur n'avait pas été un « modèle de clarté »; l'employeur devait par la suite retirer ses dernières offres, sans en présenter de nouvelles; entretemps, l'employeur avait augmenté les salaires, tout en informant le syndicat qu'il n'effectuerait plus la retenue ni la remise des cotisations syndicales – La Commission est d'avis que, selon la *LRT*, les syndicats et les employeurs ne sont pas tenus de conclure une convention collective, mais simplement de faire tout en leur pouvoir en ce sens et de négocier de bonne foi pendant le processus – Ces obligations perdurent au-delà de l'expiration du gel prévu par la Loi s'il y a grève ou lock-out, et même après le début d'une grève ou d'un lock-out légal – La Commission juge que l'employeur a enfreint l'art. 17 en ne formulant pas clairement sa proposition salariale et en retirant ses offres sans préavis et sans présentation de nouvelles offres que le syndicat aurait pu considérer – Requête admise : la Commission ordonne à l'employeur de présenter de nouvelles offres et, si celles-ci sont acceptées, de reprendre sa retenue des cotisations

BOLDRICK BUS SERVICES LTD.; RE TEAMSTERS LOCAL UNION 91; File No. 3379-09-U; Dated September 8, 2010; Panel: Brian McLean, R. O'Connor, S. McManus (12 pages)

Vente d'une entreprise – Succession aux qualités d'un syndicat – BFI avait fait l'acquisition de York Disposal et fusionné les activités des deux établissements, en procédant à l'intégration des personnels et en faisant en sorte que se chevauchent les clauses relatives à la portée des deux unités de négociation du même syndicat – L'employeur avait déposé une requête en vertu du par. 69 (6) en vue de la révocation du droit de négociier existant chez York, afin que sa convention collective en vigueur chez BFI puisse s'appliquer à tous les employés – Le syndicat avait contesté le bien-fondé de la requête, invoquant que l'art. 69 avait pour but de préserver le droit de négociier, et que l'expiration de la convention collective chez York empêchait la prise d'une quelconque ordonnance en vertu des al. 69 (6) a-d); de plus, l'application du par. 69 (6) est restreinte à des agents négociateurs différents, qui sont en concurrence – La Commission rejette les deux arguments et soutient que le par. 69 (6) s'applique, même si le même syndicat représente les deux groupes d'employés – La Commission déclare que l'art. 69 doit être interprété dans sa globalité : même si le recours à une ordonnance en vertu de l'al. 69 (6) a) est impossible, la Commission conserve le pouvoir d'accorder réparation en vertu des al. 69 (6) b)-d) – La Commission relève par ailleurs que, même si l'art. 69 a pour objet de préserver le droit de négociier et malgré ces dispositions protectrices, le par. 69 (6) s'applique, afin de permettre le règlement des problèmes de relations de travail entraînés par le regroupement qui suit une vente – La Commission exerce son pouvoir discrétionnaire et accorde l'ordonnance sollicitée

BFI CANADA INC; RE TEAMSTERS LOCAL UNION NO. 419; File No. 0420-10-R; Dated September 17, 2010; Panel: Brian McLean (11 pages)

Qualité – Pratiques déloyales de travail – Le syndicat local 647 de Milk and Bread Drivers et le syndicat local 264 de Bakery, Confectionary avaient respectivement conclu une convention collective avec Canada Bread en divers emplacements – Le syndicat local 647 prétendait qu'une convention collective conclue entre Canada Bread et le syndicat local 264 était nulle parce qu'elle faisait suite à la révocation anticipée d'une convention existante et que l'avis de révocation anticipée n'avait pas été affiché selon les règles – Le syndicat local 647 soutenait que l'employeur avait effectivement « préféré » le 264 au 647 comme agent négociateur pour le nouvel établissement qu'il projetait d'ouvrir – Le requérant ajoutait que la nouvelle convention conférait au syndicat local 264 un droit de

négociier qui débordait la portée géographique de tout droit qu'il pouvait déjà et effectivement détenir – Enfin, le syndicat local 647 faisait valoir que sa propre convention collective avec l'un des établissements de Canada Bread prévoyait que les employés de celui-ci se voient offrir des emplois au nouvel établissement – La Commission est d'avis que le syndicat local 647 n'a pas la qualité voulue pour contester la révocation anticipée : ce syndicat local n'est en aucune façon touché par la révocation, et seuls les employés membres de l'unité de négociation du syndicat local 264 peuvent dénoncer un affichage irrégulier – Il est possible que la nouvelle convention collective avec le syndicat local 264 ait des retombées pouvant toucher les employés représentés par le syndicat local 647; cependant, comme le nouvel établissement n'a pas encore ouvert ses portes et qu'aucun employé n'y est actuellement au travail, ces retombées demeurent hypothétiques – Le requérant n'a pas la qualité voulue pour soulever ces objections – Requête rejetée

CANADA BREAD COMPANY, LIMITED AND BAKERY, CONFECTIONERY, TOBACCO WORKERS AND GRAIN MILLERS INTERNATIONAL UNION AFL-CIO, CLC, LOCAL 264; RE MILK AND BREAD DRIVERS, DAIRY EMPLOYEES, CATERERS AND ALLIED EMPLOYEES, LOCAL UNION 647; File No. 3610-09-U; Dated September 29, 2010; Panel: Brian McLean, R. O'Connor, S. McManus (6 pages)

Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Normes d'emploi – Chrysler avait donné avis d'un licenciement à durée indéterminée de 1 110 employés; pendant cette période, on avait prévu une fermeture de deux semaines dans le secteur touché de l'entreprise – Le syndicat avait négocié la possibilité, pour 850 employés parmi les moins anciens, de toucher un salaire à l'égard de ces deux semaines – Les employés plus anciens, dont le requérant faisait partie, n'avaient pas bénéficié de cette possibilité, mais ils avaient été informés que le licenciement ne se poursuivrait pas – Le requérant soutenait qu'il avait droit à un paiement à l'égard de cette même période de deux semaines, en raison des dispositions relatives au préavis de la LNE, de même que du défaut du syndicat de demander réparation pour cette violation et de la possibilité de travail négociée en faveur des employés les moins anciens, qui enfreignaient l'obligation d'impartialité du syndicat – La Commission est d'avis que l'objet légitime d'une plainte en vertu de l'art. 74 est de déterminer si le syndicat s'est comporté de façon arbitraire ou discriminatoire ou a fait preuve

de mauvaise foi, et non d'évaluer de manière exhaustive une infraction à la *LNE* – La Commission estime que le syndicat avait maintenu un juste équilibre entre les intérêts de tous les membres lors de la négociation de la possibilité de travail – Requête rejetée

GEORGE CARTER; RE NATIONAL AUTOMOBILE, TRANSPORTATION AND GENERAL WORKERS UNION OF CANADA (CAW-CANADA) AND ITS LOCAL 1285; RE CHRYSLER CANADA INC.; File No. 2850-08-U; Dated September 20, 2010; Panel: Kelly Waddingham (3 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Employeur lié – L'UIJAN avait tenté d'obtenir l'accréditation au nom des employés de Mirtren Contractors Limited, et, peu après, avait déposé une demande de redressement en vertu de la disposition de la Loi relative à un employeur lié, en mettant également en cause Mirtren Construction Limited et Mirtren Builders Ltd. (la plainte à l'encontre de cette dernière entreprise avait été retirée) – Les employés de Mirtren Contractors étaient représentés par la CLAC – Contractors affirmait qu'aucun de ses employés ne faisait partie de l'unité de négociation visée par l'UIJAN – Selon la Commission, même si les deux entreprises (Contractors et Construction) appartiennent à une même personne, elles sont exploitées au sein de deux divisions distinctes et géographiquement éloignées, chaque division relevant d'une direction différente à des fins opérationnelles et de relations de travail – La Commission rejette la demande de déclaration d'entreprises liées, mais, comme aucun préjudice n'a été causé à Construction, estime qu'elle doit invoquer l'art. 112 et conclure que l'intimé a été désigné de façon inexacte dans la requête en accréditation – Les affaires suivent leur cours

MIRTREN CONTRACTORS LIMITED AND MIRTREN CONSTRUCTION LIMITED; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; RE CONSTRUCTION WORKERS LOCAL 52, AFFILIATED WITH THE CHRISTIAN LABOUR ASSOCIATION OF CANADA; File Nos. 1451-07-R; 1483-07-R; 1484-07-U; Dated September 30, 2010; Panel: Harry Freedman, Barry Roberts, Richard Baxter (14 pages)

Obligation de négocier de bonne foi – Pratiques déloyales de travail – Au cours de la négociation du renouvellement d'une convention collective, le SEFPO avait demandé à l'employeur de lui transmettre les noms et numéros de téléphone de tous ses membres – L'employeur avait refusé, invoquant une disposition de la

convention collective des parties qui prévoyait la divulgation des coordonnées des employés une fois par an et en exemptait les employés qui s'opposaient à la transmission au syndicat de leurs coordonnées – Le SEFPO alléguait que l'employeur négociait de mauvaise foi et portait atteinte au droit du syndicat de représenter ses membres; il n'invoquait pas particulièrement la présumée infraction à la convention collective – La Commission déclare que l'employeur a l'obligation expresse de transmettre lesdits renseignements au syndicat, afin de favoriser l'égalité de position des parties lors de la négociation collective – La demande de renseignements du syndicat s'inscrivait dans un contexte d'envoi de l'avis de négociation d'une nouvelle convention collective – Le refus de l'employeur de transmettre ces renseignements constitue une atteinte à l'exécution du droit de négocier du syndicat – Requête admise

OAKLANDS REGIONAL CENTRE; RE OPSEU; File No. 1363-07-U; Dated September 10, 2010; Panel: Ian Anderson, P. LeMay, C. Phillips (13 pages)

Accréditation – Employeur lié – L'Union des journalistes (l'UIJAN) demandait l'accréditation au nom de deux employés qui avaient été affectés à la surveillance des pompes au projet d'Ear Falls pendant une période de temps déterminée, de courte durée – La requête en accréditation et le redressement sollicité en vertu du par. 1 (4) de la *LRT* étaient fonction de la détermination que l'une (ou plus) des entreprises SNC Lavalin Inc., SNC-Lavalin Group Inc. et/ou SNC-Lavalin Power Ontario Inc. (collectivement « SNC ») était l'employeur des deux journalistes – La Commission est d'avis que, lorsque les dispositions prises initialement par SNC en vue de la sous-traitance s'étaient soldées par un échec, on s'était efforcé de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'interruption dans la surveillance des pompes – Or, SNC était consciente du problème lié à l'employeur unique bien avant la prise des dispositions relatives aux surveillants des pompes, et elle avait agi de façon à ne pas être l'employeur des journalistes et à ne pas non plus en présenter l'apparence – Selon la Commission, il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que le travail effectué était au profit de SNC, et que SNC était, en fin de compte, responsable de la rémunération des journalistes par le biais de son contrat avec un sous-traitant – Cependant, le contrôle fondamental sur les journalistes pendant la période pertinente était exercé par un gestionnaire de projet contractuel, et non par SNC – Requêtes rejetées

SNC LAVALIN INC.; LIUNA, ONTARIO
PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; File Nos.
2442-07-R; 2936-07-R; Dated September 22,
2010; Panel: Harry Freedman (17 pages)

Procédures en instance

Grief dans l'industrie de la construction – Retard – Révision judiciaire – L'Association des travailleurs du métal en feuilles et la FIOE sollicitaient la révision judiciaire de deux décisions rendues par la Commission, voulant qu'un accord de fait signé en 1965 par Ellis Don n'ait pas conféré le droit de négocier aux syndicats et n'ait pas constitué un accord de reconnaissance réciproque – La FIOE voulait également contester l'une des décisions de la Commission pour cause de retard – La Cour juge que, dans chacun des cas, le processus décisionnel de la Commission a été transparent, intelligible et justifiable – À propos du retard de deux ans survenu dans le prononcé de la décision, la Cour soutient que le syndicat a manqué à démontrer l'existence d'un quelconque préjudice et a été incapable de réfuter la présomption de régularité des instances de la Commission – Requêtes rejetées

ELLIS-DON LIMITED, ELLIS DON
CORPORATION AND OLRB; RE ONTARIO
SHEET METAL WORKERS' AND ROOFERS'
CONFERENCE; OLRB File No. 0784-05-G (Court
File No. 92/10); Dated September 29, 2010;
Panel: Jennings, Sachs and Wilton-Siegel
JJ.(6 pages)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Greater Essex Catholic District S.B. Divisional Court No. 462/10	3122-04-G	En cours
Rainbow Concrete (Mark Corner) Divisional Court No. 437/10	2904-09-U 2905-09-FC 3292-09-M	En cours
Ontario Power Generation Divisional Court No. 322/10	0264-09-G	En cours
John McKenney v. Upper Canada District S.B. Divisional Court No. 10-DV-1652 Ottawa	2687-08-U	En cours
Rainbow Concrete Divisional Court No. 856-10 Sudbury	3292-09-M	En cours
Dr. Peter A. Khaiteer v. OLRB et al Divisional Court No. 383/10	0290-08-U 0338-08-U	En cours
Rainbow Concrete Divisional Court No. 850-10 Sudbury	2904-09-U 2905-09-FC	En cours
Mr. Todor Pandeliev v. OLRB Divisional Court No. 10-DC-1594 Ottawa	3279-08-ES	En cours
AECON Construction Group v. IBEW, Local 105 Divisional Court No. 87/10	3626-08-G	8 novembre 2010
Independent Electricity System Operator v. Canadian Union of Skilled Workers, LIUNA et al Divisional Court No. 78/10	3322-03-R 2118-04-R	21 et 22 octobre 2010
K.A.S. Group of Companies v. Metro Waste Paper Recovery Divisional Court No. 611/09	0723-08-R 1037-08-R	17 décembre 2010
Reliable Painters & Decorators Divisional Court No. 620/09	1443-09-R	En cours
Riverside Mart & Service v. Bilal Jebahi Divisional Court No. 09-DC-1566 Ottawa	1598-09-ES	En cours
Pro Pipe Construction v. Norfab Metal and Machine Divisional Court No. 408/09	2574-04-R	En cours
Blue Mountain Resorts v. Ontario Ministry of Labour Divisional Court No. 373/09	1048-07-HS 0255-08-HS	15 février 2011
Roy Murad v. Les Aliments Mia Foods Divisional Court No. 291/09	1999-07-ES	En cours
Greater Essex County District School Board v. IBEW, Local 773 et al Divisional Court No. 212/09	1776-04-R et al	Ajournée sine die
Dr. Peter A. Khaiteer v. OLRB et al Divisional Court No. 431/08	4045-06-U et al	En cours
Comfort Hospitality Inc. o/a Days Inn v. Director Employment Standards et al Divisional Court No. 344/08	2573-07-ES	En cours
L.I.U.N.A. v. Barclay Construction et al Divisional Court No. 310/08	0837-06-R	En cours
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours